

PREFECTURE DES BOUCHES-DU-RHÔNE

25 JUIL. 2000

DIRECTION DES COLLECTIVITÉS LOCALES
ET DU CADRE DE VIE

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

AFFAIRE SUIVIE PAR : M. ARGUIMBAU

☎ 04.91.15.64.67

PA/MR

N° 2000-209/111-1999 A

P2

ARRÊTÉ
autorisant la Société ADRIAN
à exploiter une usine de fabrication,
de conditionnement et de stockage d'huiles essentielles
à AIX-EN-PROVENCE

LE PREFET DE LA REGION PROVENCE, ALPES, COTE D'AZUR,
PREFET DES BOUCHES DU RHONE,
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR,

VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée, relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, et notamment son article 6,

VU la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau,

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié,

VU la demande présentée par la Société ADRIAN en vue d'être autorisée à exploiter une usine de fabrication, de conditionnement et de stockage d'huiles essentielles à AIX-EN-PROVENCE - ZAC de la Duranne,

VU les plans de l'établissement et des lieux environnants,

VU l'arrêté n° 99-299/111-1999 A du 28 septembre 1999 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique en Mairie d'AIX-EN-PROVENCE, du 2 novembre au 2 décembre 1999 inclus,

VU l'avis du Chef du Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de la Protection Civile du 26 octobre 1999,

VU l'avis du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales du 18 novembre 1999,

VU l'avis du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt du 25 novembre 1999,

...

VU l'avis du Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle du 2 décembre 1999,

VU l'avis du Directeur Départemental de l'Equipement du 13 décembre 1999,

VU l'avis du Conseil Municipal d'AIX-EN-PROVENCE du 17 décembre 1999,

VU l'avis et le rapport du commissaire enquêteur du 20 décembre 1999,

VU l'avis du Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours du 22 décembre 1999,

VU l'avis du Sous-Préfet d'AIX-EN-PROVENCE du 11 janvier 2000,

VU les rapports du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement des 8 septembre 1999 et 2 mai 2000,

VU l'avis du Conseil Département d'Hygiène du 8 juin 2000,

CONSIDERANT que les nuisances engendrées par l'activité ne sont pas de nature à faire obstacle à la délivrance de l'autorisation,

CONSIDERANT cependant qu'il y a lieu d'imposer des prescriptions particulières, notamment contre l'incendie, la pollution des eaux et pour le traitement des émissions olfactives, en vue de réduire ces nuisances,

SUR PROPOSITION du Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{er} :

1.1 - La société ADRIAN est autorisée à exploiter une usine de production, de conditionnement et de stockage d'huiles essentielles ou dérivés sur le territoire de la commune d'AIX-EN-PROVENCE, ZAC La Duranne. La capacité maximale de production en mélange est fixée à 50 tonnes par jour.

L'établissement comporte les installations classées suivantes :

Rubrique de la nomenclature	Désignation et référence des installations	Volume des activités	Régime A, D ou AS
1432 – 2 – a)	Stockages de liquides inflammables des catégories B et C Capacité équivalente totale : 1404 m ³	<u>Bâtiment B</u> : stockages de liquides de catégorie B en cuves aériennes de 100 m ³ au rez-de-chaussée et de 150 m ³ en étage. <u>Bâtiment C</u> : stockages de liquides de catégories C et D en fûts : 750 m ³ , et en bidons : 70 m ³ . <u>Bâtiment C</u> : cellule de stockage de liquides de catégorie B en fûts : 350 m ³ et en bidons : 30 m ³ . <u>Bâtiment D</u> : cuves aériennes de liquides de catégorie B : 610 m ³ .	A
1434 - 2	Installation de chargement ou de déchargement desservant un dépôt de liquides inflammables soumis à autorisation.	Deux installations de pompage de 30 m ³ /h chacune alimentant le bâtiment B en liquide de catégorie B.	A
1433 – B – b)	Installation de mélange ou d'emploi de liquides inflammables. Traitement à chaud.	<u>Bâtiment B</u> : 5 mélangeurs mobiles de 600 kg chacun équipés d'un système de chauffage à 70 °C	D
2662 – b)	Stockage de matières plastiques.	<u>Bâtiment C</u> : Stockage de bidons vides en matières plastiques : 200 m ³ .	D
2915 – 1 – b)	Procédé de chauffage utilisant des fluides organiques caloporteurs combustibles.	<u>Bâtiment B</u> : Appareil électrique à bain d'huile pour l'atelier de rectification contenant 300 litres de fluide caloporteur à 300 °C.	D
2920 – 2 – b)	Installation de compression et de réfrigération.	<u>Bâtiment C</u> : 1 groupe froid de 50 kW. <u>Bâtiment D</u> : 1 groupe froid de 50 kW. <u>Bâtiment D</u> : 1 unité de production d'azote et d'air comprimé de 40 kW au total.	D
2925	Atelier de charge d'accumulateurs	<u>Bâtiment E</u> : puissance totale absorbée : 30 kW.	D

1.2 - Les activités qui restent en dessous des seuils de classement mais qui s'avèrent notables pour l'environnement sont les suivantes :

- installations de combustion : 1 chaudière vapeur de 1400 kW alimentant les installations de production ainsi qu'une chaudière de 200 kW pour le chauffage des locaux. Ces deux installations fonctionnent au gaz naturel.
- Extraction à la vapeur d'huiles essentielles : 4 colonnes de distillation de 500 litres chacune dans l'atelier de rectification.

1.3 - Les installations citées au paragraphe 1.1 ci-dessus sont reportées avec leurs références sur le plan de situation de l'usine annexé au présent arrêté.

1.4 - Le présent arrêté vaut récépissé de déclaration pour les installations classées soumises à déclaration, citées au paragraphe 1 ci-dessus.

1.5 - L'autorisation est accordée aux conditions du dossier de la demande et sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté.

1.6 - Le présent arrêté vaut autorisation au titre de la loi sur l'eau.

1.7 - Les prescriptions du présent arrêté sont applicables immédiatement à l'exception de celles pour lesquelles un délai est explicitement prévu.

ARTICLE 2 : Dispositions applicables à l'ensemble de l'établissement

2.1 - Généralités :

2.1.1 - Modifications

Toute modification envisagée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments des dossiers de demande d'autorisation, sera portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet des Bouches-du-Rhône avec tous les éléments d'appréciation.

2.1.2 - Accidents ou incidents

- Un compte rendu écrit de tout accident ou incident sera conservé sous une forme adaptée.
- Tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article 1^{er} de la loi du 19 juillet 1976 sera déclaré dans les meilleurs délais à l'inspecteur des installations classées.
- Le responsable de l'établissement prendra les dispositions nécessaires pour qu'en toutes circonstances, et en particulier, lorsque l'établissement est placé sous la responsabilité d'un cadre délégué, l'Administration ou les services d'intervention extérieurs puissent disposer d'une assistance technique de l'exploitant et avoir communication d'informations disponibles dans l'établissement et utiles à leur intervention.
- Sauf exception dûment justifiée, en particulier pour des raisons de sécurité, il est interdit de modifier en quoi que ce soit l'état des installations où a eu lieu l'accident tant que l'inspecteur des installations classées n'en a pas donné son accord et s'il y a lieu après autorisation de l'autorité judiciaire.

2.1.3 - Contrôles et analyses

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspecteur des installations classées pourra demander en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements et des analyses soient effectués par un organisme dont le choix sera soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions d'un texte réglementaire, pris au titre de la législation sur les installations classées ; les frais occasionnés par ces études seront supportés par l'exploitant.

2.1.4 - Enregistrements, rapports de contrôle et registres

Tous les enregistrements, rapports de contrôle et registres mentionnés dans le présent arrêté seront conservés respectivement durant un an, deux ans et cinq ans à la disposition de l'inspecteur des installations classées qui pourra, par ailleurs, demander que des copies ou synthèses de ces documents lui soient adressées.

2.1.5 - Consignes

Les consignes prévues par le présent arrêté seront tenues à jour et portées à la connaissance du personnel concerné ou susceptible de l'être.

2.1.6 - Cessation d'activité définitive

Lorsque l'exploitant mettra à l'arrêt définitif une installation classée, il adressera au Préfet des Bouches-du-Rhône dans les délais fixés à l'article 34-1 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation ainsi qu'un mémoire sur l'état du site. Ce mémoire précisera les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts visés à l'article 1^{er} de la loi du 19 juillet 1976 modifiée et devra comprendre notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux ainsi que des déchets présents sur le site,
- la dépollution des sols et des eaux souterraines éventuellement polluées,
- l'insertion du site de l'installation dans son environnement et le devenir du site,
- en cas de besoin, la surveillance à exercer de l'impact de l'installation sur son environnement,
- en cas de besoin, les modalités de mise en place de servitudes.

2.2 - Prévention des nuisances sonores et des vibrations :

2.2.1 - Les installations seront construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

2.2.2 - Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables.

2.2.3 - Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage seront conformes à la réglementation en vigueur et notamment aux dispositions du décret n° 95-79 du 23 janvier 1995.

2.2.4 - L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs sonores, haut-parleurs, etc.) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

2.2.5 - Niveaux limites de bruit (en dB (A))

Les niveaux limites de bruit à ne pas dépasser en limite de propriété pour les différentes périodes de la journée sont fixées dans tableau ci-après :

Période	Niveaux limites admissibles			Emergences admissibles
	Point A	Point B	Point C	
Jour : 6h 30 – 21h 30	60 dB(A)	60 dB(A)	60 dB(a)	5 dB(A)
Nuit : 21h 30 – 6h 30	55 dB(A)	55 dB(A)	55 dB(A)	3 dB(A)

Les niveaux limites de bruit sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent pondéré A, noté $L_{A\text{ eq,T}}$.

2.2.6 - Les machines fixes susceptibles d'incommoder le voisinage par des trépidations seront isolées par des dispositifs antivibratoires efficaces. La gêne éventuelle sera évaluée conformément aux règles techniques annexées à la circulaire 86-23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

2.3 - Prévention des Pollutions atmosphériques :

2.3.1 - Généralités

Les installations doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière à limiter les émissions à l'atmosphère. Ces émissions doivent, dans toute la mesure du possible, être captées à la source, canalisées et traitées si besoin est, afin que les rejets correspondants soient conformes aux dispositions du présent arrêté.

2.3.2 - Emissions diffuses en fabrication, dans les stockages et lors des transferts

Des dispositions appropriées seront prises pour réduire les émissions diffuses à l'atmosphère afin de réduire au maximum les nuisances olfactives pour le voisinage immédiat et les rejets de composés organiques volatils. Les mises à l'air libre des produits volatils ou odorants seront réduites au strict nécessaire. La conception des installations ainsi les méthodes de travail devront être adaptées pour répondre à cette prescription.

En particulier les cuves de fabrication, les cuves de communelle ainsi que les cuves de stockage doivent être maintenues fermées. Les cuves mobiles ainsi que les fûts en utilisation doivent être munis de dispositifs appropriés permettant de recouvrir d'une manière rapide et efficace les surfaces mises à l'air libre.

Par ailleurs les bâtiments B, C et D seront mis en dépression par une ventilation générale et les gaz collectés seront épurés avant rejet. En cas de déversement accidentel toutefois le dispositif pourra être shunté pour éviter l'apparition d'une atmosphère explosive à l'intérieur des locaux.

2.3.3 - Rejets canalisés de composés organiques volatils et d'odeurs

Toutes les sources d'odeurs et de composés organiques volatils doivent être captées en totalité puis canalisées dans des conduits étanches vers des installations de traitement avant rejet à l'atmosphère. Les caractéristiques des dispositifs de traitement doivent être tels que le rejet global de l'établissement reste inférieur à **10 kg par jour** de COVNM et à **2000 kg par an**.

Les dispositifs de traitement peuvent être soit individuels par installation, soit collectifs par groupe d'installations. Dans ce dernier cas une étude spécifique doit être réalisée suivie de mesures aéroliques en vue d'équilibrer les différents réseaux entre eux.

Après traitement les rejets doivent être évacués à l'atmosphère par des conduits verticaux dont les hauteurs par rapport à la toiture et les sections permettent de réaliser des mesures de débits et de prélever des échantillons de gaz dans de bonnes conditions de précision. Ces conduits doivent être éloignés de tout obstacle qui serait préjudiciable à une bonne diffusion dans l'atmosphère.

Au plus tard 3 mois après la mise en service des installations, l'exploitant adressera à l'inspecteur des installations classées la description technique définitive des installations de captation et de traitement des effluents gazeux.

2.3.4 - Installations de traitement

Les installations de traitement des effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière :

- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents,
- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

2.3.5 - Installations de combustion

L'exploitation du générateur de vapeur de 1400 kW (2 t/h) entre dans le champ d'application de l'arrêté du 20 juin 1975 relatif à l'équipement et à l'exploitation des installations thermiques en vue de réduire la pollution atmosphérique et d'économiser l'énergie. Il en va de même pour la chaufferie contenant une installation de 200 kW produisant de la vapeur et de l'eau chaude. Toutes ces installations fonctionneront au gaz naturel.

2.3.6 - Contrôles des émissions canalisées

Tous les rejets canalisés à l'atmosphère seront contrôlés selon une périodicité annuelle par un organisme agréé ou choisi en accord avec l'inspection des installations classées. Ils doivent être réalisés durant les périodes de fonctionnement normal des installations contrôlées. Les frais occasionnés par ces contrôles sont à la charge de l'exploitant.

Les contrôles porteront sur les rejets de COVNM (concentrations et flux horaires) et sur les rendements d'épuration. Les résultats de ces contrôles seront transmis dès réception à l'inspecteur des installations classées. Ils seront accompagnés de commentaires sur les dysfonctionnements éventuels qui auraient été détectés.

2.4 - Prévention des pollutions de l'eau :

2.4.1 - Consommations d'eau

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau. En particulier les systèmes de réfrigération en circuit ouvert sont interdits.

Les techniques de rinçage sous pression, à contre courant, etc., seront utilisées chaque fois qu'il est techniquement possible de la faire.

2.4.2 - Protection des réseaux publics

Les branchements sur les canalisations publiques doivent être munis de dispositifs de disconnection afin d'éviter tout phénomène de retour.

2.4.3 - Prélèvement d'eau

Les canalisations d'eau doivent être équipées munies de dispositifs de mesure totaliseurs agréés permettant de suivre les consommations de l'établissement, d'une manière globale et sur chacun des bâtiments. Les relevés seront hebdomadaires et les résultats seront consignés sur un registre qui doit être maintenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Toute modification dans les conditions d'alimentation en eau de l'établissement devra être portée à la connaissance de l'inspection des installations classées, ainsi que les projets ayant une incidence sur les consommations d'eau.

2.4.4 – Destinations des rejets d'eaux

- *eaux vannes*

Les eaux vannes des sanitaires et des lavabos seront doivent être rejetées dans un réseau spécifique à l'intérieur de l'établissement puis évacuées vers le réseau d'assainissement urbain.

- *eaux pluviales*

Les eaux pluviales non polluées, en provenance des aires imperméabilisées et des toitures, celles qui ne pourraient être infiltrées sur le site, doivent être collectées dans un réseau spécifique puis déversées dans le réseau pluvial de la zone d'activité muni à son extrémité d'un bassin d'orage.

Les eaux de ruissellement provenant des aires susceptibles de recevoir accidentellement des hydrocarbures, des produits chimiques et autres polluants devront être traitées avant rejet par des dispositifs capables de retenir ces produits. Le traitement de ces eaux devra être réalisé dans un débourbeur/déshuileur à coalescence capable de traiter les premiers flots d'un orage décennal et dont l'efficacité permettra de rejeter moins de 5 mg/l d'hydrocarbures.

Le réseau d'eau pluviales doivent pouvoir être obturés à leur extrémité par des vannes de manière à constituer un volume de rétention de 1000 m³ au minimum. Au plus tard 3 mois après la mise en service des installations, l'exploitant devra transmettre à l'inspecteur des installations classées une description technique de la capacité ainsi constituée.

- *eaux résiduaires industrielles*

Les eaux résiduaires industrielles doivent être collectées puis déversées dans un rejet interne spécifique. Elles pourront être rejetées dans les ouvrages d'assainissement urbains sous réserve d'une part d'assurer leur prétraitement, d'obtenir d'autre part l'accord du gestionnaire dudit réseau.

2.4.5 - Réseaux

Un plan des réseaux de collecte des effluents faisant apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques, etc., doit être établi et régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Les égouts devront être étanches et leur tracé devra en permettre le curage. Leurs dimensions et les matériaux utilisés pour leur réalisation devront permettre une bonne conservation de ces ouvrages dans le temps. Lorsque cette condition ne peut être respectée en raison des caractéristiques des produits transportés, ils devront être visitables ou explorables par tout autre moyen. Les contrôles de leur bon fonctionnement donneront lieu à compte rendu écrit tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Les égouts véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables, ou susceptibles de l'être, devront comprendre une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

2.4.6 - Point(s) de rejet des eaux

Le raccordement au réseau d'assainissement collectif et au réseau pluvial de la ZAC se fera en accord avec le gestionnaire de ces réseaux ; une convention préalable sera passée.

Cette convention fixera les caractéristiques des effluents déversés en conformité aux seuils du présent arrêté. Les obligations de l'industriel en matière d'autosurveillance de ses rejets seront rappelées ainsi que les modalités de prétraitement prévu.

Elle précisera par ailleurs :

1) les informations périodiques et au minimum semestrielles que l'exploitant de la station d'épuration collective fournira à l'industriel raccordé sur le rejet final et les conditions d'épuration de la station (rendement sur les principaux paramètres - résultats d'autosurveillance - dysfonctionnements constatés - etc.).

2) La nécessité d'informer l'industriel en cas de dysfonctionnement de la station dû, a priori, à des rejets non conformes.

Les dispositifs de rejet devront être aisément accessibles et aménagés de manière à permettre l'exécution de prélèvements dans l'effluent en toute sécurité.

En cas d'occupation du domaine public, une convention sera passée avec le service de l'Etat compétent.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de rejet et de prélèvement. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

2.4.7 - Qualité des effluents industriels rejetés après traitement primaire

- Les effluents devront être exempts :

- . de matières flottantes,
- . de produits susceptibles de dégager en égout ou dans le milieu naturel directement ou indirectement, après mélange avec d'autres effluents, des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables,
- . de tous produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, après mélange avec d'autres effluents seraient susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Leur pH devra être compris entre 5,5 et 8,5 et leur température devra être inférieure à 30°C.

Ils ne devront pas provoquer de coloration notable du milieu récepteur.

De plus, ils ne devront pas comporter des substances nocives dans des proportions capables d'entraîner une mortalité piscicole en aval du point de rejet.

- Les caractéristiques des rejets pour chacun des principaux polluants seront inférieures ou égales aux valeurs suivantes :

. débits	< 15 m ³ /j
. MES	< 30 mg/l
. DCO	< 600 mg/l
. DBO5	< 400 mg/l
. Azote Total	< 150 mg/l
. Phosphore total	< 50 mg/l
. Hydrocarbures	< 5 mg/l

2.4.8 - Traitement primaire des effluents

Les installations de traitement primaire des effluents aqueux nécessaires au respect des seuils réglementaires prévus au paragraphe ci-dessus doivent être conçues de façon à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, concentrations, etc.) y compris en période de démarrage ou d'arrêt des activités. Elles comprendront au minimum un débourbeur/déshuileur à coalescence permettant d'obtenir une concentration de 10 mg/l au maximum en hydrocarbures.

L'emploi de technologie propre et de réduction des flux de pollution à la source sera systématiquement favorisé ainsi que les procédés ne conduisant pas à un transfert de pollution.

L'entretien et le suivi des installations de traitement sera confié à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Les durées d'indisponibilité des installations de traitement devront être réduites au minimum, les fabrications devant être réduites ou arrêtées en cas de dépassement des valeurs limites imposées.

2.4.9 - Surveillance des rejets

Sur chaque canalisation de rejet d'effluents (eaux pluviales, eaux de refroidissement, eaux industrielles) doivent être prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure.

L'accès aux points de mesure ou de prélèvement doit être aménagé, notamment pour permettre l'amenée de matériel de mesure.

Des prélèvements et des mesures périodiques doivent être réalisés sur les rejets industriels par un organisme agréé suivant une fréquence mensuelle. Les analyses porteront sur les paramètres visés au point 2.4.5 ci-dessus. Les résultats doivent être communiqués tous les 3 mois à l'inspecteur des installations classées.

Les mêmes prélèvements et analyses doivent être réalisés sur les rejets d'eaux pluviales et sur les eaux sanitaires suivant une fréquence semestrielle.

Par ailleurs des contrôles inopinés pourront être diligentés par l'inspecteur des installations classées. L'organisme pourra être identique à celui qui réalise les contrôles périodiques.

2.4.10 - Prévention des pollutions accidentelles :

Les dispositions appropriées seront prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident de fonctionnement se produisant dans l'enceinte de l'établissement, déversement de matières qui par leurs caractéristiques et quantités émises seraient susceptibles d'entraîner des conséquences notables sur le milieu naturel récepteur. Une liste des installations concernées, même occasionnellement, sera établie par l'exploitant, et régulièrement tenue à jour.

Les unités, parties d'unités, stockages fixes, ou mobiles à poste fixe, ainsi que les aires de transvasement seront équipés de capacités de rétention permettant de recueillir les produits pouvant s'écouler accidentellement.

Le volume et la conception de ces capacités de rétention devront permettre de recueillir dans les meilleures conditions de sécurité, la totalité des produits contenus dans les stockages et installations de fabrication susceptibles d'être endommagés lors d'un sinistre ou concernés par un même incident, malgré les agents de protection et d'extinction utilisés.

L'établissement devra être équipé d'un système de rétention dit « déporté » d'une capacité de 450 m³ au minimum. Cette capacité doit être en mesure de collecter les déversements accidentels qui se produiraient dans chacun des bâtiments de fabrication ou de stockage de l'établissement (B, C, D). La conception de ce dispositif doit être conforme à la description qui en est donnée dans le dossier de la demande.

Le bon état de conservation des stockages fixes ou mobiles, situés dans l'établissement ou introduits de façon temporaire dans son enceinte, doit faire l'objet d'une surveillance particulière de la part de l'exploitant.

Les stockages de produits liquides inflammables ou dangereux seront munis d'une alarme de niveau haut afin d'éviter tout débordement.

Les canalisations de transport de fluides dangereux ou insalubres à l'intérieur de l'établissement seront maintenues parfaitement étanches. Les matériaux utilisés pour leur réalisation et leurs dimensions devront permettre une bonne conservation de ces ouvrages. Lorsque cette condition ne peut être satisfaite en raison des caractéristiques des produits à transporter, leur bon état de conservation devra pouvoir être contrôlé extérieurement ou par tout autre moyen approprié. Des contrôles de fréquence suffisante donneront lieu à compte rendu et seront conservés à la disposition de l'inspecteur des installations classées durant un an.

En aucun cas, les tuyauteries de produits dangereux ou insalubres seront situées dans les égouts ou dans les conduits en liaison directe avec les égouts.

2.5 - Déchets :

2.5.1 - Dispositions générales

L'exploitant devra prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur (loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 modifiée et ses textes d'application).

A cette fin, il se devra successivement de :

- limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets en adoptant des technologies propres,
- trier, recycler, valoriser ses sous-produits de fabrication,
- s'assurer du traitement ou du prétraitement de ses déchets, notamment par voie physico-chimique, détoxification ou voie thermique,
- s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume doit être strictement limité, d'un stockage dans des installations techniquement adaptées et réglementairement autorisées.

Les emballages industriels devront être éliminés conformément aux dispositions du décret n° 94-609 du 13 juillet 1994 relatif à l'élimination des déchets d'emballages dont les détenteurs finaux ne sont pas les ménages.

2.5.2 - Procédure de gestion des déchets

L'exploitant organisera, par une procédure écrite, la collecte et l'élimination des différents déchets générés par l'établissement. Cette procédure, régulièrement mise à jour, sera tenue à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

2.5.3 - Récupération - Recyclage - Valorisation

Toutes dispositions devront être prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de recyclage et de valorisation techniquement et économiquement possibles.

Le tri des déchets tels que le bois, le papier, le carton, le verre... devra être effectué, en interne ou en externe, en vue de leur valorisation. En cas d'impossibilité, justification devra en être apportée à l'inspecteur des installations classées.

Les emballages vides ayant contenu des produits toxiques ou susceptibles d'entraîner des pollutions devront être renvoyés au fournisseur lorsque leur réemploi est possible. Dans le cas contraire, s'ils ne peuvent être totalement nettoyés, ils devront être éliminés comme des déchets industriels spéciaux dans les conditions définies ci-après.

La durée maximale de stockage des déchets ne devra pas excéder 3 mois hormis pour les déchets générés en faible quantité (< 5 t/an) ou pour des déchets faisant l'objet de campagnes d'élimination spécifiques. La quantité de déchets stockés sur le site ne devra pas dépasser 5 tonnes.

Les déchets pourront être conditionnés dans des emballages en bon état ayant servi à contenir d'autres produits (matières premières notamment), sous réserve que :

- il ne puisse y avoir de réactions dangereuses entre le déchet et les produits ayant été contenus dans l'emballage,
- les marques d'origine des emballages ne prêtent pas à confusion quant aux déchets contenus.

Les déchets conditionnés en emballages devront être stockés sur des aires couvertes et ne pourront pas être gerbés sur plus de 2 hauteurs.

Pour les déchets industriels spéciaux, l'emballage portera systématiquement des indications permettant de reconnaître les dits déchets.

Les déchets ne pourront être stockés en vrac dans des bennes, que par catégories de déchets compatibles et sur des aires identifiées et affectées à cet effet. Toutes les précautions seront prises pour limiter les envols.

2.5.4 - Élimination des déchets

L'élimination des déchets qui ne peuvent être valorisés, à l'extérieur de l'établissement ou de ses dépendances, devra être assurée dans des installations dûment autorisées à cet effet au titre de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées. L'exploitant devra être en mesure d'en justifier l'élimination. Les documents justificatifs devront être conservés pendant 3 ans.

Toute incinération à l'air libre de déchets de quelque nature qu'ils soient est interdite. Cependant, il pourra être dérogé à cette prescription en ce qui concerne les déchets non souillés par des substances nocives ou toxiques (papier, palette, etc.) lorsque ces derniers seront utilisés comme combustibles lors des "exercices incendie".

Ne pourront être éliminés en centre de stockage de classe 1 que les déchets industriels spéciaux cités dans les arrêtés ministériels du 18 décembre 1992 relatifs au stockage de certains déchets industriels spéciaux ultimes et stabilisés.

Les déchets banals (bois, papier, verre, textile, plastique, caoutchouc, etc.) non triés et non souillés par des produits toxiques ou polluants pourront être récupérés ou éliminés dans des installations réglementairement autorisées en application des dispositions du plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés

Les déchets industriels spéciaux dont la nature physico-chimique peut être source d'atteintes particulières pour l'environnement devront faire l'objet de traitements spécifiques garantissant de tout risque de pollution sur le milieu récepteur. Les filières de traitement adoptées devront respecter le principe de non-dilution.

2.5.5 - Gestion des évacuations de déchets

Pour chaque enlèvement les renseignements suivants seront consignés sur un document de forme adaptée (registre, fiche d'enlèvement...) et conservé par l'exploitant :

- code du déchet selon la nomenclature,
- dénomination du déchet,
- quantité enlevée,
- date d'enlèvement,
- nom de la société de ramassage et numéro d'immatriculation du véhicule utilisé,
- destination du déchet (éliminateur),
- nature de l'élimination effectuée.

L'ensemble de ces renseignements sera tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

La production de déchets dans l'établissement, leur valorisation, leur élimination (y compris interne à l'établissement), feront l'objet d'une déclaration trimestrielle, dans les formes définies en accord avec l'inspecteur des installations classées, afin d'assurer le contrôle des circuits d'élimination des déchets générateurs de nuisances.

2.6 - Sécurité :

2.6.1 - Dispositions générales

- Clôtures

L'établissement sera efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie. La clôture sera facilement accessible depuis l'intérieur de l'établissement de façon à contrôler fréquemment son intégrité et de procéder à son entretien.

- Gardiennage

Un système de surveillance sera mis en place par l'exploitant en dehors des heures de travail, et des rondes de surveillance seront organisées. L'exploitant établira une consigne sur la nature et la fréquence des contrôles. Le personnel de gardiennage sera familiarisé avec les installations et les risques encourus, et recevra à cet effet une formation particulière. Il sera équipé de moyens de communication pour diffuser l'alerte.

- Règles de circulation

L'exploitant fixera les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles devront être cohérentes avec celles spécifiées par le Code de la Route. Ces règles seront portées à la connaissance des intéressés par des moyens appropriés (par exemple panneaux de signalisation, feux, marquage au sol, consignes, etc.).

En particulier, les dispositions appropriées seront prises pour éviter que les véhicules ou engins quelconques puissent heurter ou endommager des installations, stockages ou leurs annexes, les canalisations de produits dangereux ou d'utilités nécessaires à la sécurité.

Les transferts de produits dangereux ou insalubres à l'intérieur de l'établissement avec des réservoirs mobiles s'effectueront suivant des parcours bien déterminés et feront l'objet de consignes particulières.

Les voies de circulation et d'accès seront nettement délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet (fûts, emballages...) susceptible de gêner la circulation.

- Accès pompiers

Les bâtiments seront accessibles facilement par les services de secours. Les aires de circulation seront aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté. Les voies auront les caractéristiques minimales suivantes :

- largeur de la bande de roulement : 3,50 mètres,
- rayons intérieurs de giration : 11 mètres,
- hauteur libre : 3,50 mètres,
- résistance à la charge : 13 tonnes par essieu.

2.6.2 - Conception et aménagement des bâtiments et installations

- Conception des bâtiments et locaux

Les bâtiments et locaux seront conçus et aménagés de façon à s'opposer efficacement à la propagation d'un incendie et à permettre le confinement des fuites de liquides inflammables. A ce titre chacun des bâtiments B, C et D seront séparés les uns des autres d'un espace libre de 10 mètres au minimum. Il en sera de même avec tout autre bâtiment.

A l'intérieur des ateliers, les allées de circulation seront aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation des personnels ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.

- Résistance au feu des bâtiments

Les matériaux constitutifs des bâtiments B, C, D et E (planchers, murs et toitures) devront être incombustibles. Ils devront offrir une résistance au feu définie comme suit pour chacun des bâtiments :

- . bâtiment B : murs coupe-feu de degré 1h et portes coupe feu 1 h en cas de mitoyenneté avec un autre bâtiment
- . bâtiment C : murs coupe-feu de degré 1h et portes coupe-feu 1 h en cas de mitoyenneté avec un autre bâtiment
- . local produits inflammables du bâtiment C : murs coupe feu de degré 3 h et portes coupe-feu 2 h
- . bâtiment D : murs coupe feu de degré 1h et portes coupe-feu 1h en cas de mitoyenneté avec un autre bâtiment
- . local technique du bâtiment D : mur de séparation entre les deux locaux coupe feu 2 h et toiture en béton
- . bâtiment E : murs coupe-feu de degré 1 h.

Les ouvertures en façade devront être limitées au maximum sans préjudice d'autres contraintes liées aux conditions de travail.

- Aménagements des bâtiments

L'aménagement des bâtiments et des locaux techniques sera conçu de manière à éviter, même en cas de fonctionnement anormal ou d'accident, toute projection, accumulation ou épandage de produits, qui pourrait entraîner une altération de la sécurité. En particulier tout écoulement accidentel qui viendrait à se produire dans l'un des bâtiments B, C et D, devra être collecté puis dirigé vers une fosse de collecte enterrée d'un volume de 450 m³ au minimum.

Les matériaux utilisés seront adaptés aux produits utilisés de manière en particulier à éviter toute réaction dangereuse et violente.

Les récipients fixes de stockage de produits dangereux d'un volume supérieur à 1 000 l porteront de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans le règlement pour le transport des matières dangereuses.

A proximité des aires permanentes de stockage de produits dangereux en récipients mobiles seront indiqués de façon très lisible le ou les numéros de symboles de dangers correspondant aux produits stockés.

Les appareils de fabrication, lorsqu'ils restent chargés de produits dangereux en dehors des périodes de travail, devront porter la dénomination de leur contenu et le symbole de danger correspondant.

- Désenfumage

Les structures fermées seront conçues pour permettre l'évacuation des fumées et gaz chauds afin de ne pas compromettre l'intervention des services de secours. Si des équipements de désenfumage sont nécessaires, leur ouverture doit pouvoir se faire pour le moins manuellement, par des commandes facilement accessibles en toutes circonstances et clairement identifiées.

Le dossier final du désenfumage sera transmis pour approbation aux services d'incendie. Cette approbation doit survenir avant la mise en exploitation de l'établissement.

- Détection des vapeurs inflammables

Des dispositifs de détection de vapeurs inflammables doivent être mis en place à l'intérieur de chacun des bâtiments B, C et D. Ces dispositifs doivent commander une ventilation forcée permettant d'assainir l'ambiance du local le plus rapidement possible. Avant la mise en service des installations, l'exploitant devra adresser à l'inspecteur des installations classées un dossier technique permettant de justifier le respect de cette prescription.

2.6.3 - Installations électriques

- Alimentation électrique

L'installation électrique et le matériel électrique utilisés seront adaptés aux risques présentés par les activités exercées. Toute installation ou appareillage conditionnant la sécurité devra pouvoir être maintenu en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique normale.

Il sera prévu une alimentation électrique de secours ou de remplacement. En cas de risque aggravé de défaillance de l'alimentation principale, en particulier résultant de conditions météorologiques extrêmes (risque de foudre, températures extrêmes, etc.) l'exploitant devra s'assurer de la disponibilité immédiate de l'alimentation de secours.

- Matériel électrique de sécurité

En application de l'arrêté du 31 mars 1980 relatif à la réglementation des installations électriques des établissements soumis à la législation des installations classées pour la protection de l'environnement et susceptibles de présenter des risques d'explosion, l'exploitant est tenu de définir des zones à l'intérieur desquelles le matériel utilisé doit être de sécurité. Au plus tard 3 mois après la mise en service des installations, l'exploitant devra communiquer à l'inspecteur des installations classées un document de synthèse sur les conditions d'application de l'arrêté susvisé.

Le matériel électrique de sécurité devra en permanence rester conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine ; un contrôle sera effectué au minimum une fois par an par un organisme agréé qui devra très explicitement mentionner les défauts relevés dans son rapport de contrôle. L'exploitant devra remédier à toute défectuosité relevée dans les délais les plus brefs.

- Protection contre l'électricité statique et les courants de circulation.

Toutes précautions sont prises pour limiter l'apparition de charges électrostatiques et assurer leur évacuation en toute sécurité ainsi que pour protéger les installations des effets des courants de circulation. Les dispositions constructives et d'exploitation suivantes sont notamment appliquées :

- Limitation des vitesses d'écoulement des fluides inflammables peu conducteurs et des poussières inflammables ;
- Utilisation lorsque cela est possible d'additifs antistatiques ;
- Limitation de l'usage des matériaux isolants susceptibles d'accumuler des charges électrostatiques ;
- Continuité électrique et mise à la terre des éléments conducteurs constituant l'installation ou utilisés occasionnellement pour son exploitation (éléments de construction, conduits, appareillages, supports, réservoirs mobiles, outillages, etc.).

2.6.4 - Protection contre la foudre

Au plus tard 3 mois après la mise en service des installations, l'exploitant est tenu d'adresser à l'inspecteur des installations classées un document de synthèse relatif à la mise en application des dispositions de l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993 relatif à la protection contre de la foudre de certaines installations classées.

2.6.5 - Protection parasismique

Au plus tard 3 mois après la mise en service des installations, l'exploitant est tenu d'adresser à l'inspecteur des installations classées un document de synthèse relatif à la mise en application des dispositions de l'arrêté ministériel du 10 mai 1993 relatif aux règles parasismiques.

2.6.6 - Systèmes d'alarme et de mise en sécurité

Les locaux comportant des zones de risques incendie sont équipés d'un réseau de détection incendie ou de tout autre système de surveillance approprié. Tout déclenchement du réseau de détection incendie entraîne une alarme sonore et lumineuse localement et au niveau d'un service spécialisé de l'établissement (poste de garde, P.C incendie, par exemple).

Les installations pouvant présenter un danger pour la sécurité ou la santé publique devront être munies de systèmes de détection et d'alarme adaptés aux risques et judicieusement disposés de manière à informer rapidement le personnel de fabrication de tout incident.

Par ailleurs chaque installation devra pouvoir être arrêtée en urgence et mise en sécurité en cas de nécessité telle que :

- * dérive du procédé au-delà des limites fixées
- * incident ou accident dans l'unité, dans son environnement ou dans l'établissement.

Ces dispositifs d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité prendront en charge les différentes actions nécessaires à cette mise en sécurité de l'installation :

- * automatiquement par l'intermédiaire, du système de sécurité visé ci-dessus
- * et/ou par action manuelle sur des commandes de type "coup de poing" déclenchant des séquences automatiques d'arrêt d'urgence ou des actions directes sur les équipements concourant à la mise en sécurité.

Les détecteurs, commandes, actionneurs et autres matériels concourant au déclenchement et à la mise en œuvre du dispositif d'arrêt d'urgence et d'isolement seront clairement repérés et pour les commandes "coup de poing", facilement accessibles sans risque pour l'opérateur.

2.6.7 - Sécurité des procédés

L'exploitant doit être en mesure de maîtriser les procédés mis en œuvre dans l'établissement. Chacun d'eux fera l'objet d'un examen systématique sur la base d'un ensemble de critères permettant d'apprécier leurs risques potentiels pour l'environnement et la sécurité. L'exploitant dressera ensuite sous sa responsabilité la liste des procédés potentiellement dangereux pour lesquels un dossier de sécurité a été constitué. Cette liste sera communiquée à l'inspecteur des installations classées au plus tard 3 mois après la mise en service des installations.

2.6.8 - Exploitation

- Matières premières et produits

Les matières premières, produits intermédiaires et produits finis présentant un caractère inflammable ou dangereux, seront limités en quantité dans les ateliers d'utilisation au minimum technique permettant leur fonctionnement normal.

Les dispositions nécessaires seront prises pour garantir que les produits utilisés sont conformes aux éléments des fiches de sécurité ou aux spécifications techniques que requiert leur mise en œuvre, quand celles-ci conditionnent la sécurité.

Toutes dispositions seront prises pour, qu'à tout moment les informations concernant la nature et la quantité des produits présents sur le site soient connues et accessibles ; en particulier le niveau de liquide dans les réservoirs sera pour le moins mesuré. Chaque produit sera référencé eu égard aux règles applicables en matière d'étiquetage.

- Vérifications périodiques

Les installations, appareils et stockages dans lesquels sont mis en oeuvre ou entreposés des produits dangereux ainsi que les divers moyens de secours et d'intervention feront l'objet de vérifications périodiques. Il conviendra en particulier, de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de sécurité.

Un service de gestion sera chargé du suivi des vérifications périodiques, qu'elles soient réalisées en interne ou par des organismes extérieurs.

- Consignes d'exploitation et procédures

Les consignes d'exploitation des installations comportant un risque pour la sécurité seront obligatoirement établies par écrit et mises à la disposition des opérateurs concernés. Outre le mode opératoire, elles devront comporter :

- * le détail des contrôles à effectuer en marche normale, dans les périodes transitoires, lors d'opérations exceptionnelles, à la suite d'un arrêt, après des travaux de modifications ou d'entretien de façon à vérifier que l'installation reste conforme aux dispositions du présent arrêté et que le procédé est maintenu dans les limites de sûreté définies dans son mode opératoire,
- * Les mesures à prendre en cas de dérive du procédé par rapport aux conditions opératoires sûres,
- * les consignes d'exploitation

- Travaux

Les opérations de lancement utilisant de nouveaux procédés, le démarrage de nouvelles installations ainsi que le redémarrage après un événement ayant provoqué l'arrêt de l'unité, seront assurées par un personnel renforcé, notamment au niveau de l'encadrement.

Tous travaux d'extension, modification, ou maintenance dans les installations ou à proximité, seront réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leurs intégration au sein des installations ou unités en exploitation, les dispositions de surveillance à adopter. Ce dossier sera validé par la hiérarchie.

2.6.9 - Moyens de secours et d'intervention

- Consignes générales de sécurité

Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel aux moyens de secours extérieurs. Les bâtiments et les installations extérieures, seront aménagés de façon à permettre l'évacuation rapide du personnel et l'intervention des équipes de secours en toute sécurité.

L'établissement disposera d'un service de sécurité placé sous l'autorité directe du directeur de l'établissement ou de l'un de ses adjoints. Les agents non affectés exclusivement aux tâches d'intervention, devront pouvoir quitter leur poste de travail à tout moment en cas d'appel.

Dans les zones de risques incendie sont interdits les flammes à l'air libre ainsi que tous les appareils susceptibles de produire des étincelles (chalumeaux, appareils de soudage, etc.).

Cependant, lorsque des travaux nécessitant la mise en œuvre de flammes ou d'appareils tels que ceux visés ci-dessus doivent être entrepris dans ces zones, ils feront l'objet d'un permis de feu. L'interdiction permanente de fumer ou d'approcher avec une flamme doit être affichée dans les zones de risques incendie.

- Réseau incendie et ressources en mousse

Le réseau incendie extérieur constitué par 3 poteaux incendie ainsi que le réseau interne constitué de 2 poteaux incendie devront délivrer 300 m³/h au total. Par ailleurs l'établissement devra disposer d'un réseau incendie interne constitué de RIA localisés en accord avec les services d'incendie. Les bouches, poteaux incendie ou prises d'eau diverses qui équipent le réseau sont munis de raccords normalisés ; ils sont judicieusement répartis dans l'établissement

Le réseau est maillé et comporte des vannes de barrage en nombre suffisant pour que toute section affectée par une rupture, lors d'un sinistre par exemple, soit isolée. Les canalisations constituant le réseau d'incendie sont indépendantes du réseau d'eau industrielle. Leurs sections sont calculées pour obtenir les débits et pressions nécessaires en n'importe quel emplacement.

Les bornes incendie et les RIA seront protégés contre les chocs. Chaque RIA devra disposer de sa propre réserve en émulseur : 40 litres au minimum.

Un dispositif d'extinction automatique à mousse sera implanté dans le local technique du bâtiment D pour une extinction de la cellule de produits inflammables du bâtiment C. Il fonctionnera sous pression à partir d'une réserve d'eau de 40 m³ via une installation de surpression autonome. Le stock d'émulseur à conserver en permanence sera de 1500 litres au minimum.

- Matériel de lutte contre l'incendie complémentaires

En plus des dispositifs cités ci-dessus, l'établissement disposera d'extincteurs adaptés aux risques et judicieusement répartis.

- protection de la zone boisée mitoyennne

L'exploitant est tenu de procéder à un arrosage de la zone boisée en période sensible afin de prévenir tout risque de propagation d'un incendie. Le dispositif retenu devra recevoir l'accord des services d'incendie.

- Systèmes d'alerte interne à l'usine

Un réseau d'alerte interne à l'établissement collecte sans délai les alertes émises par le personnel à partir des postes fixes et mobiles, les alarmes de danger significatives, ainsi que toute information nécessaire à la compréhension et à la gestion de l'alerte. Il déclenche les alarmes appropriées (sonores, visuelles et autres moyens de communication) pour alerter sans délai les personnes présentes dans l'établissement sur la nature et l'extension des dangers encourus.

Un ou plusieurs moyens de communication internes (lignes téléphoniques, réseaux, etc.) sont réservés exclusivement à la gestion de l'alerte.

- Accès de secours extérieurs

Au moins deux accès de secours éloignés l'un de l'autre, et, le plus judicieusement placés pour éviter d'être exposé aux conséquences d'un accident, sont en permanence maintenus accessibles de l'extérieur du site pour les moyens d'intervention.

2.6.10 - P.O.I.

Un plan d'opération interne (P.O.I.) est établi suivant les formes en vigueur. Il définit les mesures d'organisation dont en particulier la mise en place d'un poste de commandement et les moyens correspondants, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement.

Le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (C.H.S.C.T.), s'il existe, est consulté par l'industriel sur la teneur du P.O.I. ; l'avis du comité est transmis au préfet.

Ce plan est également transmis à la Direction Départementale d'Incendie et de Secours et à l'inspection des installations classées. Il est remis à jour chaque année, ainsi qu'à chaque modification notable et en particulier avant la mise en service de toute nouvelle installation ayant modifié les risques existants.

Un exercice annuel est réalisé en liaison avec les sapeurs pompiers pour tester le P.O.I. L'inspecteur des installations classées est informé de la date retenue pour cet exercice. Le compte rendu lui est adressé.

L'exploitant met en œuvre les moyens en personnels et matériels susceptibles de permettre le déclenchement sans retard du P.O.I. En cas d'accident, il assure la direction du P.O.I. jusqu'au déclenchement éventuel d'un plan de secours par le préfet. Il prend en outre à l'extérieur de l'usine les mesures urgentes de protection des populations et de l'environnement.

2.6.11 - Formation du personnel

L'exploitant veillera à la qualification professionnelle et à la formation "sécurité" de son personnel. Cette formation devra notamment comporter :

- toutes les informations utiles sur les produits manipulés, les réactions chimiques et opérations de fabrication mises en œuvre ;
- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes ;
- des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité ;
- une sensibilisation sur le comportement humain et les facteurs susceptibles d'altérer les capacités de réaction face au danger.

Pour ces mêmes installations, une formation particulière sera dispensée au personnel non affecté spécifiquement aux unités, mais amené à intervenir dans celles-ci, que ce personnel soit salarié ou non de l'exploitant.

La formation reçue (cours, stage, exercices, etc.) par le personnel de l'entreprise et par le personnel intérimaire fera l'objet de documents archivés.

ARTICLE 3 : Prescriptions particulières applicables à certaines installations

3.1 - Local de charge des accumulateurs électriques

Le local doit être largement ventilé de manière à éviter tout mélange gazeux détonant. Des évacuations en partie haute seront prévues à cet effet.

Le sol doit être étanche et présenter un point bas afin de collecter tout écoulement accidentel. Les murs doivent être recouverts d'un enduit étanche sur une hauteur de 1 mètre à partir du sol.

Le local ne doit avoir aucune autre affectation. En particulier le stockage de matières inflammables y est interdit.

L'installation électrique du local doit être conforme à l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 relatif aux installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion.

3.2 - Installation de chauffage par fluide caloporteur

Un dispositif approprié doit permettre de connaître à tout moment la quantité de liquide contenue dans l'installation. La température du fluide caloporteur doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Des dispositifs automatiques doivent permettre de mettre à l'arrêt instantanément l'installation lorsque la quantité de fluide caloporteur est insuffisante et lorsque la température maximale prévue par le constructeur est atteinte.

3.3 - Bâtiment de préparation et de conditionnement des huiles essentielles

La quantité maximale de produits inflammables (point éclair inférieur à 55°) présents en mezzanine est fixée à 15 m3. En dehors des heures de production les récipients doivent dans la mesure du possible rester vides.

3.4 – Bâtiment de stockage de liquides en vrac (D)

Chaque réservoir doit être équipé de dispositifs permettant de connaître à tout moment la quantité de liquide contenu. Sur chaque canalisation et à proximité de l'orifice doivent être mentionnés, de façon apparente, la capacité du réservoir qu'elle alimente et la nature du produit contenu dans le réservoir.

3.5 – Aires de déchargement des camions citerne

Les aires de déchargement des camions citerne doivent être étanches et former cuvette de rétention. Le volume qui doit pouvoir être collecté représente la totalité d'un chargement soit 20 m3 au minimum.

ARTICLE 4 : Délais d'application

Sauf dispositions contraires prévues par le présent arrêté, les prescriptions susvisées sont applicables sans délai.

ARTICLE 5

Un audit sera réalisé trois mois après le démarrage de l'usine par un organisme choisi en accord avec l'Inspection des Installations Classées. Cet audit aura pour mission de lister les écarts constatés entre le présent arrêté et l'existant.

Il sera transmis à l'Inspection des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

ARTICLE 6

L'exploitant devra en outre se conformer aux dispositions :

- a) du Livre II du Code du Travail sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs,
- b) du décret du 10 juillet 1913 sur les mesures générales de protection et de salubrité applicables dans tous les établissements industriels ou commerciaux,
- c) du décret du 14 novembre 1988 sur la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en oeuvre des courants électriques.

ARTICLE 7

L'établissement sera soumis à la surveillance de la Police, de l'Inspection des Services d'Incendie et de Secours, de l'Inspection des Installations Classées et de l'Inspection du Travail.

Des arrêtés complémentaires pourront fixer toutes prescriptions additionnelles que la protection des intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 modifiée rend nécessaires ou atténuer celles des prescriptions primitives dont le maintien ne sera plus justifié.

ARTICLE 8

En cas d'infraction à l'une des dispositions qui précèdent, la présente autorisation pourra être suspendue conformément aux dispositions des articles 23 et 24 de la loi du 19 juillet 1976 modifiée relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement sans préjudice des condamnations qui pourraient être prononcées par les tribunaux compétents.

Sauf le cas de force majeure, cette autorisation perdra sa validité si l'établissement n'est pas ouvert dans un délai de trois ans à dater de la notification du présent arrêté ou n'est pas exploité pendant deux années consécutives.

ARTICLE 9

La présente autorisation ne dispense pas l'exploitant de demander toutes autorisations administratives prévues par les textes autres que la loi du 19 juillet 1976 modifiée.

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Un extrait du présent arrêté restera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement.

ARTICLE 12

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 13

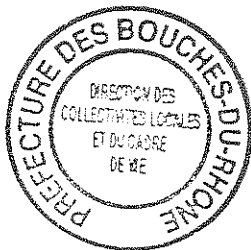
- Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,
- Le Sous-Préfet d'AIX-EN-PROVENCE,
- Le Maire d'AIX-EN-PROVENCE,
- Le Chef du Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de la Protection Civile,
- Le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement,
- Le Directeur Régional de l'Environnement,
- Le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle,
- Le Directeur Départemental de l'Equipeement,
- Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
- Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
- Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,
- et toutes les autorités de Police et de Gendarmerie,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un extrait sera affiché et un avis publié, conformément aux dispositions de l'article 21 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié.

MARSEILLE, le

25 JUIL. 2000

POUR COPIE CONFORME
en délégation
l'Agent du Chef de Bureau



Pour le Préfet
Le Secrétaire Général

Emmanuel BERTHIER

Christine HERBAUT

ARTICLE 8

En cas d'infraction à l'une des dispositions qui précèdent, la présente autorisation pourra être suspendue conformément aux dispositions des articles 23 et 24 de la loi du 19 juillet 1976 modifiée relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement sans préjudice des condamnations qui pourraient être prononcées par les tribunaux compétents.

Sauf le cas de force majeure, cette autorisation perdra sa validité si l'établissement n'est pas ouvert dans un délai de trois ans à dater de la notification du présent arrêté ou n'est pas exploité pendant deux années consécutives.

ARTICLE 9

La présente autorisation ne dispense pas l'exploitant de demander toutes autorisations administratives prévues par les textes autres que la loi du 19 juillet 1976 modifiée.

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Un extrait du présent arrêté restera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement.

ARTICLE 12

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 13

- Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,
- Le Sous-Préfet d'AIX-EN-PROVENCE,
- Le Maire d'AIX-EN-PROVENCE,
- Le Chef du Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de la Protection Civile,
- Le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement,
- Le Directeur Régional de l'Environnement,
- Le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle,
- Le Directeur Départemental de l'Equipeement,
- Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
- Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
- Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,
- et toutes les autorités de Police et de Gendarmerie,

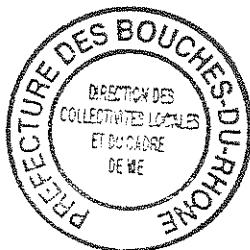
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un extrait sera affiché et un avis publié, conformément aux dispositions de l'article 21 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié.

MARSEILLE, le

25 JUIL. 2000

POUR COPIE CONFORME
par délégation
l'Adjoint au Chef de Bureau

Christina HERBAUT



Pour le Préfet
Le Secrétaire Général

Emmanuel BERTHIER

